

Rapport de la conférence : « Les sciences comportementales au service d'une politique Ressources-Déchets ambitieuse et innovante »

La conférence sur « Les sciences comportementales au service d'une politique Ressources-Déchets ambitieuse et innovante » a rassemblé des acteurs publics, privés, et de la société civile pour réfléchir aux leviers comportementaux permettant de promouvoir une gestion durable des ressources et des déchets. Les interventions ont exploré comment la psychologie comportementale, appliquée aux politiques publiques, pourrait transformer la gestion des déchets dans un contexte urbain dense et diversifié comme Bruxelles.

La journée s'est articulée en deux parties. La première a été consacrée à une analyse des enjeux actuels du Plan de Gestion des Ressources et des Déchets, suivie de présentations théoriques des mécanismes du changement de comportement. La seconde partie a été dédiée à deux panels de discussion abordant les problématiques de gestion des déchets, pour les citoyens et les professionnels.

Présentation des enjeux et approches comportementales

Les interventions ont souligné l'importance d'intégrer les sciences comportementales pour stimuler des comportements plus responsables vis-à-vis des déchets. **Jos Raymenants**, directeur général adjoint de Bruxelles Propreté, a mis en avant l'impact des comportements citoyens sur la propreté urbaine et les défis de l'activation comportementale dans des projets comme le tri à la source et les efforts de Bruxelles Environnement pour l'habitat vertical. Il a évoqué diverses initiatives basées sur des études psycho-socio-comportementales, illustrant l'efficacité de ces approches dans le changement de comportements au niveau urbain.

De son côté, **Céline Schaar** de Bruxelles Environnement a abordé les obstacles de gestion des déchets en milieu urbain dense, notamment les difficultés pour les habitants des petits appartements à trier leurs déchets, un geste souvent perçu comme complexe et peu gratifiant. Céline Schaar a également expliqué que les enjeux de réduction de déchets touchent à la fois aux aspects environnementaux et économiques. Elle a illustré cette idée par des exemples concrets, comme la directive européenne visant la réduction des biodéchets et la hiérarchisation de la gestion des déchets (prévention, réutilisation, recyclage). Retrouvez la présentation complète de Céline Schaar sur [notre site web](#).

Sciences comportementales et efficacité des politiques publiques

Selon **Stéphan Giraud**, spécialiste en sciences comportementales à la Direction interministérielle de la transformation publique (France), une grande partie des politiques publiques échoue faute de prendre en compte les dynamiques comportementales des parties prenantes (citoyens, décideurs, agents de terrain). Les méthodes traditionnelles, souvent limitées aux leviers économiques, réglementaires ou d'information, négligent la complexité des comportements humains. Giraud a illustré cette faille avec l'anecdote de Paul Doumer en Indochine, où un programme de primes destiné à éliminer les rats a échoué en raison de réactions comportementales inattendues, les primes encourageant involontairement l'élevage des rats plutôt que leur extermination. Cette anecdote démontre l'importance de concevoir des politiques alignées sur les réalités comportementales pour éviter les effets contre-productifs.

Définition et cadre des sciences comportementales

Les sciences comportementales regroupent un ensemble de disciplines – psychologie sociale, économie comportementale, sciences cognitives, etc. – visant à comprendre les mécanismes de décision humaine au niveau individuel et collectif.

Stéphan Giraud a expliqué que ces disciplines révèlent des biais cognitifs et des heuristiques (raccourcis mentaux) que le cerveau utilise pour gérer des informations complexes en situation de ressources limitées. Ces biais influencent fortement les comportements et rendent les réponses aux politiques publiques imprévisibles, nécessitant une approche d'analyse comportementale préalable pour assurer une meilleure adéquation des mesures proposées.

La méthodologie : une approche en quatre étapes

Pour intégrer les sciences comportementales aux politiques publiques, Stéphan Giraud propose une méthodologie en quatre étapes visant à adapter les politiques aux comportements réels des individus (*cf. [Présentation Stéphan Giraud](#), slide 14*) :

1. **Comprendre** : Cette étape implique une revue des politiques existantes et une exploration approfondie du contexte et des acteurs concernés. Elle inclut l'examen de la littérature scientifique et le recueil de données de terrain pour identifier les déterminants comportementaux (ex. : quelles résistances ou freins influencent les comportements actuels). Cette analyse aide à poser un diagnostic comportemental spécifique à chaque problème.
2. **Concevoir** : À partir des données comportementales, des solutions sont co-construites avec les parties prenantes pour tester des actions adaptées. Cela comprend des prototypes et une évaluation de leur faisabilité sur le plan logistique, éthique et financier. Stéphan Giraud insiste sur l'importance de tester ces solutions en amont pour garantir leur acceptabilité sociale et institutionnelle.

3. **Évaluer** : Les solutions sont mises à l'épreuve dans des environnements contrôlés à l'aide d'essais randomisés et d'évaluations d'impact, ce qui permet de mesurer objectivement leur efficacité sur les comportements ciblés. Cette évaluation empirique vise à sélectionner uniquement les mesures qui produisent des effets positifs et mesurables.
4. **Déployer** : Les interventions ayant démontré leur efficacité sont généralisées, avec un suivi continu pour ajuster les mesures en fonction de l'évolution des comportements ou du contexte. Cette phase vise donc à garantir la pérennité des changements comportementaux, en adaptant les politiques en fonction des retours terrain et des résultats de l'évaluation.

Apports des sciences comportementales pour les politiques publiques

Pour Stéphan Giraud, cette approche méthodique permet de formuler des politiques publiques plus efficaces et « fondées sur la preuve » (evidence-based). Il a souligné plusieurs stratégies complémentaires issues des sciences comportementales pour renforcer l'adhésion et l'efficacité des politiques :

- **Simplification de la communication** : Rendre les informations plus accessibles et compréhensibles réduit la surcharge cognitive et aide les citoyens à prendre de meilleures décisions.
- **Parcours d'engagement clairs** : En séquençant les comportements en étapes intermédiaires, les politiques facilitent l'adoption progressive des nouvelles pratiques, renforçant la motivation et la persistance des comportements.
- **Exemplarité et symétrie d'efforts** : L'implication des institutions et des acteurs publics dans les pratiques responsables incite les citoyens à faire de même, créant une cohérence d'ensemble qui favorise l'acceptation des changements.

Stéphan Giraud a donc insisté sur l'importance de baser les politiques publiques sur les preuves comportementales afin de limiter les risques d'effets indésirables. En respectant les ressources cognitives des citoyens et en prenant en compte leurs biais naturels, les politiques publiques peuvent être non seulement mieux comprises, mais aussi durablement adoptées. Cette approche garantit une efficacité renforcée, en assurant que les changements comportementaux recherchés soient à la fois réalistes et compatibles avec les dynamiques individuelles et collectives.

Défis spécifiques de Bruxelles

Jonathan Unger, collaborateur scientifique de Vivalis, a souligné les spécificités démographiques de Bruxelles : une population en croissance rapide, marquée par une grande diversité socio-économique et culturelle. Ces caractéristiques, couplées aux contraintes spatiales (notamment les habitats en appartements sans espaces de stockage suffisants), rendent la gestion des déchets particulièrement complexe dans la région. Jonathan Unger a insisté sur la nécessité d'adapter les politiques aux

particularités de chaque quartier, et sur l'importance d'une communication inclusive, tenant compte des multiples langues parlées à Bruxelles.

Panels de discussion : citoyen et professionnel

Les panels ont permis d'approfondir les questions de gestion des déchets dans deux contextes distincts : celui des citoyens et celui des professionnels.

Dans le **panel citoyen**, les intervenants ont exploré les difficultés de mobilisation des habitants pour le tri des déchets. **Kenny Mathieu de Bruxelles Propreté** a décrit les défis rencontrés dans les habitations verticales et a souligné l'importance d'interactions avec des associations locales et de formation des gestionnaires de site pour améliorer l'engagement. **Cataline Sénéchal d'Inter-Environnement Bruxelles** a rappelé les obstacles socioculturels et logistiques dans les quartiers à forte densité et suggéré que le tri soit perçu comme un acte politique. **Françoise Bonnet d'ACR+** a présenté des initiatives visant à standardiser les consignes de tri au niveau européen et a mis en avant les projets de tri dans les stades de football pour encourager le recyclage.

Dans le **panel professionnel**, les intervenants ont examiné les défis et solutions pour encourager les pratiques de gestion durable des déchets. **Sylvie Droulans de ConsomAction** a relevé les difficultés du secteur Horeca à adopter des emballages réutilisables, insistant sur la nécessité de repenser les modèles économiques pour faciliter cette transition. **Jérôme Pickard de MCA Recycling** a discuté des besoins en infrastructure de recyclage pour les petites entreprises, soulignant l'importance de services de tri adaptés. **Kevin Van den Hout de hub.brussels** a proposé un accompagnement aux commerces locaux pour les aider à intégrer des pratiques durables. **Arnaud Bultiaux des Petits Riens** a présenté les initiatives de réemploi et de recyclage, montrant comment l'économie sociale peut jouer un rôle clé dans la réduction des déchets. Enfin, **Mira Toumi de Behaven** a insisté sur l'utilisation des sciences comportementales pour motiver les professionnels, en simplifiant les démarches de gestion des déchets et en rendant ces pratiques plus accessibles.

Conclusion et recommandations

La conférence a mis en évidence que le changement comportemental est une composante cruciale de toute politique ambitieuse de gestion des ressources et des déchets. Les sciences comportementales offrent des outils pour mieux comprendre les freins psychologiques et logistiques, et elles permettent de concevoir des solutions adaptées aux réalités des citoyens et des professionnels. Les recommandations formulées incluent :

1. **Personnalisation et adaptation des messages** : Adapter les politiques publiques aux réalités locales et aux particularités socio-culturelles de chaque quartier et population.

2. **Intégration systémique** : Penser la gestion des déchets en synergie avec d'autres politiques publiques (par exemple, clean.brussels pour la propreté, Good Food pour le gaspillage alimentaire).
3. **Sensibilisation continue** : Créer des processus d'information continus pour les nouveaux arrivants et les divers publics bruxellois, en tenant compte des barrières linguistiques et culturelles.
4. **Exemplarité institutionnelle** : Les institutions publiques doivent montrer l'exemple en matière de réduction des déchets, en instaurant des pratiques durables au sein des administrations.

Ces discussions mettent en lumière le potentiel des sciences comportementales pour transformer la gestion des ressources et des déchets dans une ville comme Bruxelles. Un suivi de ces recommandations pourrait contribuer significativement à rendre la région plus résiliente face aux enjeux environnementaux à venir.

En conclusion, la conférence a montré que les sciences comportementales offrent un potentiel considérable pour une politique Ressources-Déchets innovante et inclusive. En plaçant l'humain au cœur des politiques publiques, la Région de Bruxelles-Capitale peut encourager des comportements durables tout en respectant les spécificités socio-économiques et culturelles de sa population. Une politique axée sur des solutions fondées sur des preuves et des relais de proximité pourrait ainsi instaurer un changement durable dans la gestion des ressources et des déchets.